

## Burundi : libération de quatre journalistes emprisonnés depuis un an

Arrib News, le 24/12/2020 à 10h00 Source AFP Quatre journalistes burundais emprisonnés depuis plus d'un an et condamnés pour des infractions liées à la sécurité de l'Etat ont été libérés après avoir bénéficié d'une grâce présidentielle d'adret consulté par l'AFP jeudi.

Ces quatre journalistes du groupe de presse privé burundais Iwacu - Agnès Ndirubusa, Christine Kamikazi, Egide Harerimana et Trence Mpozenzi - avaient été arrêtés avec leur chauffeur le 22 octobre 2019, dans la province de Bubanza. Ils y étaient sur des affrontements entre les forces de sécurité et un groupe armé venu de République démocratique du Congo (RDC). Remis en liberté, leur chauffeur Adolphe Masabarakiza a finalement été relaxé, mais les quatre journalistes ont été condamnés en janvier à deux ans et demi d'emprisonnement pour des infractions liées à la sécurité de l'Etat, une peine confirmée en appel en juin. "Aux termes du décret d'adret, bénéficiaire de la remise totale des peines privatives de liberté, les prisonniers Kamikazi Christine, Ndirubusa Agnès, Harerimana Egide et Mpozenzi Trence", indique le décret signé le 23 décembre par le président Evariste Ndayishimiye. Le gouverneur Ndayishimiye a été élu le 20 mai à la tête de l'Etat, suscitant un léger et bref espoir d'ouverture au Burundi. succédant à Pierre Nkurunziza - déchu le 9 juin -, dont la volonté acharnée de se faire élire en 2015 pour un troisième mandat controversé a plongé son pays dans une grave crise marquée par des exécutions sommaires, disparitions, attentions arbitraires, tortures et violences sexuelles visant les voix dissidentes. Iwacu est l'un des derniers médias indépendants au Burundi, qu'ont fui la plupart des défenseurs des droits humains et journalistes indépendants depuis 2015. Fondateur et patron de Iwacu, Antoine Kaburahe a fait part à l'AFP de son "grand soulagement". "Les quatre collègues, je le répète, n'étaient coupables de rien, ils faisaient leur métier. Je suis heureux, ils vont retrouver leur famille à la veille de Noël", a-t-il expliqué. Il a remercié ceux qui ont participé au "grand élan de soutien au Burundi et dans le monde" ajoutant: "Puisse cette libération ouvrir une nouvelle page pour les médias burundais". L'ambassadeur de l'Union européenne au Burundi, Claude Bochu a lui aussi fait part de son "soulagement" et salué un "excellent présage pour la nouvelle année!". Les relations du Burundi se réchauffent avec l'UE qui a pris des sanctions contre le pays depuis 2015. Le 22 octobre, 65 organisations internationales africaines et burundaises de défense des droits humains avaient dénoncé un emprisonnement sur des "accusations sans fondement". Le Burundi occupe la 159e place sur 180 du classement de la liberté de la presse établi par RSF, alors qu'il était considéré avant cette crise comme un des rares Etats de la région des Grands lacs à être doté d'une presse libre et indépendante.